



Castres, le 17 janvier 2020

Communiqué de presse

En pleine bataille contre le projet de réforme des retraites, les annonces se bousculent à la Direction Départementale des Finances Publiques (DDFiP) du Tarn.

Tout d'abord, notre directeur, M. Galvain, a officialisé la mise en œuvre du Nouveau Réseau de Proximité (NRP), ex « géographie revisitée ». Que ce soit par voie de communiqué auprès de la presse, en soumettant à la signature des présidents de communautés de communes et d'agglomération une charte, ou en organisant des réunions pour les agents, notre direction entérine la réforme. La pseudo-concertation s'est bien déroulée nous dit-on : les élus avaient le choix entre « rien » et une permanence ponctuelle, en échange de la fermeture de la quasi-totalité des trésoreries existantes et de deux Services des Impôts des Particuliers (SIP). D'ici le 1^{er} janvier 2022, les Tarnais vont en effet voir disparaître les trésoreries de Graulhet, Lacaune, Lavaur, Mazamet, Roquecourbe, St-Sulpice, Rabastens, Saint-Paul-Cap-de-Joux, Réalmont et les SIP de Gaillac et Mazamet.

Dans la charte soumises aux élus, la DDFiP « rassure et s'engage » : comme l'a dit le ministre, il s'agit de « partir, pour mieux revenir » ! A la place de structures pérennes, ouvertes au public au moins 6 demi-journées par semaine, les agents des finances publiques seront sensés tenir des permanences dans tous les cantons.

Quelques élus ont bien essayé de se battre pour le maintien de nos sites... mais beaucoup se sont laissé convaincre que le combat était perdu d'avance et qu'il valait mieux une permanence que « rien ». D'autant que notre direction se montrait généreuse en proposant de tenir au minimum une demi-journée de permanence par semaine dans les « accueils de proximité » (Maisons de Service Au Public et Maisons France Service).

Et le piège se referme déjà : alors que nous dénonçons le manque de moyens pour assurer ces permanences, la DDFiP du Tarn perd 12 emplois en 2020 (1500 au niveau national). Nous savons déjà que nous en perdrons encore, puisque les suppressions d'emplois sont déjà programmées au niveau national : 1800 en 2021 et 1600 en 2022. Pire, nous découvrons la « charte d'engagement de la DDFiP », tenue secrète pour les organisations syndicales : oui, la DDFiP s'engage à maintenir les lieux des permanences jusqu'en 2026... mais la fréquence des permanences est révisable chaque année ! Pour le seul SIP de Castres, la proposition initiale faite aux élus représente 23 demi-journées de permanence par semaine, à assurer sur tout le sud du département, de Vabre à St-Sulpice, en passant par Mazamet et Graulhet. Impossible ! Intenable !

Que ce soit pour les retraites ou pour le service public, le discours est le même : l'existant coûte trop cher, il n'y a pas le choix, il faut réformer et réduire les coûts. D'autres solutions sont possibles, mais le gouvernement refuse ne serait-ce que de les envisager ! D'un côté, il rejette tout débat sur les cotisations pour financer les retraites ; de l'autre, il combat l'idée d'une fraude fiscale estimée autour de 80 milliards d'euros par an, préférant parler de « société de confiance », de « droit à l'erreur » et en massacrant la seule administration en capacité de lutter contre ce fléau.

Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques et FO DGFIP appellent les agents à se mettre massivement en grève le vendredi 24 janvier.

Une conférence de presse est organisée dans les locaux de Solidaires Tarn (59 rue Raymond Sommer à Albi), le mardi 21 janvier à 10h30.

Aurélien FABRE	Fabien OLIVIER	Michel SUAU
Solidaires Finances Publiques 06-45-22-31-23	CGT Finances Publiques 06-77-79-79-47	F.O. DGFIP 06-88-91-47-14